

Unité interdépartementale des Alpes du Sud
84, rue des Artisans, ZI Saint-Joseph
04100 Manosque

Marseille, le 16/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

KEM ONE

30 avenue du jas
04160 Château-Arnoux-Saint-Auban

Référence : SPR/2025/929
Code AIOT : 0006410873

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/09/2025 dans l'établissement KEM ONE implanté 30 avenue du jas 04160 Château-Arnoux-Saint-Auban. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KEM ONE
- 30 avenue du jas 04160 Château-Arnoux-Saint-Auban
- Code AIOT : 0006410873
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

L'activité principale de l'établissement Kem One à Saint-Auban est la production de poudre de polychlorure de vinyle (PVC) par le procédé MSP (Microsuspension). Cette poudre de PVC est utilisée dans la fabrication du PVC émulsion, produit à forte valeur ajoutée, dédié à la fabrication

de revêtements de sols et muraux, de cuirs synthétiques, de mastics pour l'automobile et le bâtiment, de jouets, de gants, etc.

L'unité MSP a une capacité de fabrication autorisée de 75 000 t/an.

Le site comprend également :

- des installations de stockage de matières premières et de produits finis,
- un atelier de conditionnement,
- une unité de production d'eau déminéralisée,
- une installation de prétraitement des effluents aqueux,
- un laboratoire d'application plastique.

Thèmes de l'inspection :

- Action nationale 2025 - 5 Perte d'utilités

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Actions engagées pour la mise en sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective	3 mois
3	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64 & 56	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité & mise en sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale 2025 "Perte d'utilités". La visite a permis de confirmer que l'exploitant a pris en compte la perte d'électricité dans son fonctionnement, avec notamment la mise en sécurité des installations et des actions pour le maintien du site en sécurité. Des actions correctives et des demandes de justificatifs sont néanmoins attendues avec l'établissement de consignes d'exploitation relatives à l'arrêt et à la mise en sécurité des installations, à son maintien dans le temps et avec l'organisation de formations ou d'exercices permettant d'assurer la bonne appropriation de ces consignes par le personnel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité & mise en sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions régionales, Alimentation en énergie, stratégie et mise en sécurité
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Article 56 Utilités. L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]
Constats : En préambule, une présentation de l'alimentation électrique du site, des différentes utilités recensées, et du fonctionnement de l'établissement en cas de perte électrique, a été effectuée par l'exploitant. Cette partie est présente en annexe confidentielle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Actions engagées pour la mise en sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions régionales, Mise en sécurité - Procédures & Consignes
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 59 « Consignes d'exploitation et de sécurité. Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné. L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

[...]

-Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

[...]

-les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;

[...]

Constats :

En cas de perte électrique, il n'y a pas de maintien de production. L'objectif de l'exploitant est la mise en sécurité des installations. Cette mise en sécurité est automatique : la perte électrique entraîne la fermeture de vannes au niveau des réacteurs, voire l'injection de « killer » pour supprimer tout risque d'emballement de réaction. Elle entraîne le démarrage automatique du groupe électrogène qui alimente les onduleurs, permettant ainsi le maintien du fonctionnement des automates et du SNCC. Les détecteurs de fumée au niveau du stockage de PVC restent alimentés par batterie pendant une douzaine d'heures.

Il n'existe pas de consignes d'exploitation et de sécurité spécifiques à la perte d'alimentation électrique. Lors de la visite en salle de contrôle, l'opérateur interrogé indique qu'il est informé d'une éventuelle perte d'alimentation électrique par une alarme sonore et l'affichage de défauts au pupitre. Dans ce cas, il indique que sa première action est de contrôler l'avancement des réactions dans les autoclaves et de s'assurer de leur mise en sécurité (contrôle de la bonne fermeture des vannes, et éventuellement, injection de « killer »). Il indique également qu'il appelle l'astreinte fabrication dans de telles situations. L'ensemble des actions est consigné dans le cahier de suivi. Les réponses de l'opérateur correspondent à des actions de contrôle de la bonne mise en sécurité des installations, sans que celle-ci ne soit formalisée dans une consigne.

Le personnel est sensibilisé lors d'une formation initiale à la présence d'un groupe électrogène et à son fonctionnement. Il n'y a néanmoins pas de recyclage, ni d'exercices ou de formations plus spécifiques sur les actions à mettre en œuvre en cas de perte électrique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous un délai de 3 mois, d'établir des consignes d'exploitation relatives :

- à l'arrêt et à la mise en sécurité des installations en cas de perte électrique (information des opérateurs, actions à mettre en œuvre, contrôles à effectuer, communication auprès de la hiérarchie et/ou de l'astreinte, communication avec Arkema, etc.),
- au maintien dans le temps de cette mise en sécurité (contrôle du niveau du groupe électrogène, approvisionnement éventuel en carburant, gestion des batteries pour la détection de fumées au stockage de PVC, opérations et contrôles à effectuer avant la remise en service des installations, etc.).

Il est demandé à l'exploitant sous le même délai de prévoir des formations et/ou des exercices permettant d'assurer la bonne appropriation de ces consignes par le personnel.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64 & 56
Thème(s) : Actions régionales, Mise en sécurité - Pérennité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Article 56 Utilités.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale.</p> <p>[...]</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 64 « Équipements à l'arrêt.</p> <p>En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.</p> <p>Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).</p> <p>Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »</p>

Constats :

Pour palier la perte d'électricité, l'exploitant dispose notamment d'un groupe électrogène qui assure l'alimentation électrique des onduleurs permettant ainsi le maintien des automates d'exploitation et de sécurité, du système numérique de contrôle commande, de l'air instrument.

Le groupe électrogène dispose d'une réserve de carburant associée de 3 000 l. L'exploitant indique que la réserve pleine lui permet d'avoir une autonomie d'environ 30 heures, ce chiffre étant basé sur d'anciens documents mais avec des hypothèses conservatives. Le suivi du niveau des cuves fait partie des actions demandées aux opérateurs lors de leurs tournées de contrôle. En cas de coupure électrique prolongée, l'exploitant indique qu'il serait en mesure de contacter son prestataire pour la livraison de carburant.

Lors de la visite en salle de contrôle, il a été constaté que le suivi du niveau de carburant est bien effectué lors des rondes des opérateurs. Une différence est néanmoins constatée entre le volume noté (1800 l) et le volume contrôlé lors de la visite (2100 l). De plus, lors de la discussion réalisée avec les opérateurs, il ne semble pas qu'il y ait d'action de leur côté suite à ce relevé de niveau en terme de remplissage de la cuve.

Lors de la visite de terrain, il a été constaté un niveau de charge de l'onduleur 120 kVA de 35 %, correspondant à une autonomie d'une heure environ.

Enfin concernant les détecteurs de fumée de la zone de stockage du PVC, une batterie permet d'assurer leur autonomie pendant environ 12 heures. En cas de perte électrique prolongée, l'exploitant prévoit de faire appel au contact d'astreinte avec des prestataires pour le remplacement des batteries, si l'intervention n'était toutefois pas possible il procéderait à des rondes de contrôle. Ces équipements n'ont pas été contrôlés lors de l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant sous un délai d'un mois de transmettre le dernier justificatif de livraison de carburant au groupe électrogène ou le contrat établi avec le prestataire en charge du réapprovisionnement en carburant.

Un point de vigilance doit être porté sur l'autonomie du groupe électrogène en cas de perte électrique et sur la nécessité de disposer d'une astreinte avec un fournisseur de carburant afin de disposer d'un délai garanti de réapprovisionnement.

En lien avec le point de contrôle précédent, il est également demandé à l'exploitant de définir des consignes d'exploitation pour palier à une perte électrique de longue durée (actions et contrôles à mettre en œuvre au niveau du groupe électrogène, des détecteurs de fumée, cf. point de contrôle précédent)

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52

Thème(s) : Actions régionales, Maintenance et test

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 52 « Maîtrise des procédés.

Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'études de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.

Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.

Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »

Constats :

Concernant le groupe électrogène, des essais ont lieu deux fois par an. L'exploitant présente lors de l'inspection le dernier rapport d'intervention en date du 22/05/2025, il n'y a pas de défaut constaté dans ce rapport.

Concernant les onduleurs, des interventions de maintenance préventive sont effectuées annuellement par la société Schneider Electric. Il n'y a pas de consigne formalisée pour d'éventuels contrôles par les opérateurs en dehors de ce contrat de maintenance. L'exploitant indique que des passages réguliers sont néanmoins effectués à des fins de contrôle.

Lors de la visite de terrain, il est constaté que l'onduleur de 120 kVA présentait un défaut sur l'afficheur : « arrêt de l'ASI suite à une surcharge de l'utilisation / vérifier le niveau de charge ». Les échanges avec l'exploitant durant l'inspection n'ont pas permis de conclure sur l'origine de ce défaut.

La température n'est pas mesurée dans le local où sont placés les onduleurs.

Lors de la visite de terrain, il est constaté la présence de deux blocs mobiles de climatisation. Il pourra être pertinent de prévoir des actions pour assurer une température contrôlée au sein du local et une formalisation des contrôles.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous un délai d'un mois :

- les justificatifs de traitement du défaut constaté sur l'un des onduleurs,
- les derniers rapports de contrôle des onduleurs.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

<p>Annexe confidentielle</p> <p>Non communicable au public</p>
--

Nature du caractère confidentiel (en gras) :

•**Information sensible (1)**

- Secret industriel
- Autres : préciser

(1)*information sensible non communicable pouvant faciliter la commission d'acte de malveillance (cf. instruction du gouvernement du 12 septembre 2023). Exemples : localisation des barrières de sécurité, localisation des stocks de produits dangereux...*

Pour chaque point de contrôle dont le bloc de confidentialité est complété :

Nom du point de contrôle : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité & mise en sécurité
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<p>La plateforme chimique de Saint-Auban est alimentée par RTE via 2 lignes haute tension séparées :</p> <ul style="list-style-type: none">- une alimentation principale en 225 kV, provenant des productions de Sisteron-Salignac, Oraison, Sainte-Tulle,- une alimentation de secours en 63 kV provenant des productions de Limans, Sisteron, Digne 1, Digne 2. <p>Des transformateurs appartenant à RTE peuvent permettre d'alimenter la partie 63 kV à partir de l'alimentation 225 kV.</p> <p>Deux transformateurs appartenant à Arkema permettent d'assurer la distribution sur la plateforme en 11 kV :</p> <ul style="list-style-type: none">- le transformateur TR 611 (sur la partie 225 kV),- le transformateur TR 312 (sur la partie 63 kV). <p>A partir de ces deux transformateurs, des lignes convergent vers la salle des machines au nord du site (exploitée par Arkema). Depuis cette salle, des lignes en 11 kV alimentent 9 différents postes électriques répartis dans la plateforme, dans lesquels sont assurés des passages à une tension de 400 V.</p> <p>Deux de ces postes sont exploités par Kem One : « Eaux épurées », « Lucovyl ».</p> <p>Il a été précisé par l'exploitant Kem One qu'afin d'abaisser la tension de 11kV à 400V, il était présent dans ces deux postes 3 réseaux de 2 transformateurs avec un transformateur de secours.</p> <p>Un contrat lie les sociétés Arkema et Kem One pour l'alimentation en électricité, avec une puissance maximale réservée à Kem One de 5 MW.</p> <p>En cas de coupure sur la ligne d'alimentation principale (225 kV), il y a un basculement automatique sur la ligne de secours en 63 kV. Le basculement se fait à partir de la détection d'un</p>

creux de tension et se réalise en 0,5 seconde.

En cas de perte électrique totale, l'exploitant prévoit un arrêt de la production et une mise en sécurité de ses installations. Pour cela, l'exploitant dispose d'un groupe électrogène (de puissance 1,2 MW) qui démarre automatiquement en cas de détection de manque de tension pendant 10 secondes. Ce groupe électrogène va notamment alimenter :

- un premier onduleur (120 kVA) qui lui-même alimente les automates de sécurité et procédés instrumentés (APS et API) et le système numérique de contrôle commande (SNCC),
- un second onduleur (20 kVA) alimentant les serveurs, les écrans de la salle de contrôle.

Les utilités associées à l'alimentation en électricité sur l'établissement sont les suivantes :

- eau de réfrigération,
- eau glacée,
- eau déminéralisée,
- vapeur,
- azote,
- air comprimé,
- gaz naturel.

En cas de perte électrique, l'ensemble de ces utilités n'est plus disponible. Le démarrage du groupe électrogène permet le maintien de l'air instrumentation, ce qui laisse envisager un arrêt des installations plus en douceur pour l'exploitant et donc une souplesse.

Dans tous les cas, une perte d'électricité entraîne un arrêt de production, avec fermeture des vannes des réacteurs (vanne à sécurité positive par manque d'air).

Concernant les moyens de détection de la défaillance électrique, une alarme sonore et des témoins lumineux se déclenchent en salle de contrôle pour signaler l'arrêt de production, les fermetures de vannes et le démarrage du groupe électrogène.

Les mesures de maîtrise des risques recensées dans l'étude de dangers restent opérationnelles en cas de perte d'électricité :

- injection de « killer » (réactif permettant l'arrêt de réaction) : la perte de l'air instrumentation conséquente à une perte électrique entraîne une ouverture de la vanne qui permet l'adjonction de réactif bloquant la réaction
- soupapes : mesures passives, qui restent opérationnelles en cas de perte électrique,
- détection de fumée au stockage de PVC : des batteries d'une autonomie de 12 heures assurent le secours de ces détecteurs, l'exploitant dispose d'un contact d'astreinte avec des prestataires pour le remplacement des batteries en cas de coupure plus longue, si l'intervention n'était toutefois pas possible il procéderait à des rondes de contrôle.

Enfin, concernant la connaissance de la durée prévisionnelle d'indisponibilité, l'exploitant dispose d'un contact avec Arkema (exploitant principal de la plateforme) qui dispose lui-même de contacts auprès du fournisseur d'énergie (RTE).

L'exploitant dispose d'un groupe électrogène alimenté en carburant par le prestataire Charvet. Des essais sont réalisés deux fois par an par la société Diesel System.